De retour chez elles progressivement, les populations des territoires du Nord Katanga, qui avaient fui en 2011 les exactions des groupes armés maï-maï, retrouvent leurs écoles sans toitures ni portes, sans bancs ni matériels didactiques.

«Les maï-maï avaient assiégé cette école en 2011. Ils ont utilisé les planches de la toiture comme bois de chauffage, de même que les portes, bancs...», déclare à IPS, Félix Lumbu, enseignant à l'Institut pédagogique Muluwe 1, sur le territoire de Mitwaba, dans la province du Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC).

Le 10 octobre, Lumbu dispensait son cours aux élèves de troisième année sous le manguier de la cour de l'école. Certains élèves sont assis sur de petites chaises en bois, d'autres sur des briques.

Tôt le matin, leurs parents se sont rués sur la classe de troisième qu'ils ont couverte de paille. «En attendant l'aide des décideurs, nous tentons de mettre nos enfants à l'abri de ce soleil d'octobre», explique à IPS, Louis Yav, un des parents.

Depuis le 16 septembre, les élèves ont timidement commencé à venir dans cette école pour l'année scolaire 2013-2014, ouverte le 2 septembre par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Les quelques enseignants présents les encadrent chacun à sa manière, attendant tous d'avoir du matériel pour bien enseigner.

Dans le territoire de Malemba-Nkulu, le directeur de l'école primaire Maombezi, Vincent Kita, s'en va, chaque fin de semaine, recopier des résumés pour ses enseignants dans une école du chef-lieu d'un autre territoire, à environ 63 kilomètres.

«Nos enfants ont déjà perdu deux années dans l'errance. Avec le retour de la paix, nous faisons tout pour qu'ils étudient», déclare Kita à IPS.

A Maombezi, les parents des élèves ont fabriqué, pour leurs enfants, des bancs de fortune grâce au bois coupé sur place dans la brousse. Ils comptent faire davantage pour que leurs enfants étudient.

«Comme nous n'avons encore rien à payer aux enseignants, nous irons travailler dans leurs champs», explique Nestor Kunda, un parent.

Mais sans l'intervention des responsables de l'enseignement, Kita pense qu'il sera difficile de terminer l'année dans ces conditions.

Le ministre provincial de l'Enseignement, Laurent Kahozi, a promis un appui imminent de son gouvernement aux écoles affectées par les attaques des groupes armés. «Nous attendons le rapport détaillé des gestionnaires sur place afin d'intervenir», a-t-il indiqué à IPS.

Pendant ces cinq dernières années, des groupes armés locaux se sont multipliés dans le nord du Katanga, soutenus pour la plupart par des hommes politiques.

En 2011, les maï-maï du seigneur de guerre Gédéon Kyungu et ceux appelés «Kata-Katanga» (couper le Katanga) avaient lancé des attaques contre les édifices publics et les populations civiles à partir de la jonction des territoires de Mitwaba, Pweto et Malemba-Nkulu, appelée «triangle de la mort».

Avec des armes blanches et des fusils AK 47, ils violent, tuent, pillent et déplacent des populations civiles pour attirer sur eux l'attention des pouvoir publics.

Pour le président de la société civile du Katanga, Jean Pierre Muteba, le gouvernement ferait mieux d'entendre ces groupes armés qui dénoncent souvent une redistribution non équitable des ressources de la province.

Le Katanga produit du cuivre, du cobalt, du zinc et d'autres minerais et contribue pour plus de 50 pour cent au budget de l'Etat, selon des chiffres officiels. En retour, ses territoires manquent de routes, écoles, hôpitaux... Ce qui fait des mécontents dont certains lancent des rébellions armées.

Muteba désapprouve toutefois la violence que ces groupes armés utilisent pour se faire entendre.

Mais après plusieurs appels au désarmement volontaire sans succès, les Forces armées de la RDC (FARDC) sont passées à la vitesse supérieure dans la traque contre les insurgés depuis août dernier.

Les succès des FARDC, ces trois derniers mois sur les maï-maï, ont réjoui les habitants de plusieurs territoires au Katanga, déclare à IPS, Delphin Luwape, coordonnateur du regroupement des associations à but non lucratif du territoire de Pweto.

Certains chefs insurgés sont tués, d'autres capturés ou dispersés, ce qui ramène progressivement la paix dans la région, ajoute Luwape.

Les 8 et 9 octobre, 63 combattants maï-maï, dont huit mineurs, se sont rendus aux autorités du territoire de Pweto. Ceux qui refusent de se rendre se fondent dans la population. Mais les résistants continuent de vivre dans la brousse, avec des incursions régulières dans certains villages.

L'administrateur de Pweto, Célestin Ngobe, croit que ces insurgés n'ont pas perdu toute leur capacité de nuisance. «Une partie continue de vivre en brousse. Nous ne savons pas de quoi demain sera fait», dit-il à IPS.

Le 26 août, lors de la commémoration de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, une trentaine d'organisations humanitaires œuvrant au Katanga ont révélé qu'environ 300.000 personnes vivaient encore loin de leurs milieux naturels au nord du Katanga, déplacées par les

exactions des groupes armés.

Le ministre du Plan de la province du Katanga, Léon Tshakwiza, avait rassuré, à l'époque, que des mesures étaient déjà prises par le gouvernement congolais pour pacifier cette région une fois pour toutes.

Mais les attaques des insurgés ont laissé partout des stigmates qui mettront du temps à disparaître.